

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAND BESANCON**

4 rue Gabriel Plançon  
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/BB 2025 - 0702A  
Code AIOT : 0005906317

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement GRAND BESANCON implanté Les Andiers 25220 Chalezeule. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la procédure de cessation d'activité du site. Elle visait à contrôler les actions réalisées en vue de la remise en état du site. La mise en sécurité du site avait déjà été constatée lors de la visite d'inspection du 10 novembre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAND BESANCON

- Les Andiers 25220 Chalezeule
- Code AIOT : 0005906317
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une installation de stockage de déchets inertes. La prise en charge de déchets inertes a pris fin en juin 2017 et une notification de cessation d'activité a été transmise en mars 2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP
- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détermination de l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-26	Sans objet
2	Mémoire sur l'état du site et travaux de dépollution	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-27	Sans objet
3	Objectifs de remise en état	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-25	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de constater la réalisation des travaux prévus dans le mémoire de réhabilitation. L'ICPE est régulièrement réhabilitée. Le site a été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Il est compatible avec un usage de parc photovoltaïque.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de travaux en référence au III de l'article R.512-46-27 du code de l'environnement dans sa version antérieure au 1er juin 2022.

En application de l'article R.512-46-28, le présent procès-verbal de récolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires peuvent être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

L'article R.512-46-28 du code de l'environnement précise également qu'en cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage. Il est enfin rappelé, qu'en application de l'article L.556-1 du Code de l'Environnement, sur les terrains ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée, lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir les mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté.

Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette prise en compte par

un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. La liste des bureaux d'études certifiés est consultable sur <https://www.lne.fr/fr/certification/certification-sites-sols-pollues>.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Détermination de l'usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'enregistrement, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
<b>Constats :</b> <p>Grand Besançon Métropole (GBM) a procédé à la détermination de l'usage futur. Il est ainsi prévu un projet d'installation photovoltaïque au sol. Les parcelles appartiennent au Grand Besançon et à la commune de Chalezeule.</p> <p>Cet usage a été précisé par le courrier de GBM en date du 30 mars 2023.</p>

N° 2 : Mémoire sur l'état du site et travaux de dépollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-27

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 25 mars 2024 le mémoire de réhabilitation du site, en vue d'un usage futur d'exploitation d'un parc photovoltaïque.

D'après le mémoire sur l'état du site, une zone (sondage PM31) présente une concentration en hydrocarbures de 850 mg/kg MS, supérieure au seuil d'admission des déchets inertes. Le mémoire prévoit une excavation des terres au niveau de ce point.

Le mémoire comporte également une analyse des risques résiduels prédictive, qui conclut à la compatibilité de l'état du site avec l'usage prévu.

Le mémoire prévoit également des mesures complémentaires, concernant la mise en place d'une couverture finale (mélange terre-pierres) sur la zone basse du site, la mise en place d'une géomembrane au niveau des talus, afin de les stabiliser et de limiter le ravinement, et une amélioration de la gestion des eaux pluviales, par la mise en place ou l'amélioration de fossés

périphériques et leur évacuation vers le réseau d'eaux pluviales.

L'exploitant a transmis un rapport de fin de travaux le 23 juin 2025. La zone présentant une contamination aux hydrocarbures a été excavée (environ 35 m<sup>3</sup>) et les terres polluées ont été envoyées en installation de stockage ; le rapport présente les bordereaux de suivi des déchets. L'inspection a constaté sur place la mise en place d'une couverture finale en terre-pierres sur la zone basse, la couverture des talus de forte pente avec une toile tissée perméable, permettant à la fois d'assurer la stabilité et sa revégétalisation progressive, et enfin l'aménagement de fossés périphériques et d'une zone de collecte pour assurer la gestion des eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Objectifs de remise en état

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.

**Constats :**

L'ICPE est régulièrement réhabilitée. Le site a été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Il est compatible avec un usage de parc photovoltaïque. La cessation d'activité ICPE est clôturée.

**Type de suites proposées :** Sans suite